



## Déclaration FSU CTSD 62 du 20/03/2015

Monsieur le Directeur académique,

Nous voudrions d'abord remercier les services d'avoir été à l'écoute de nos demandes, même si certains documents ne nous sont pas encore accessibles (état des postes définitifs, implantation des berceaux stagiaires). Nous sommes également satisfaits d'avoir pu intervenir sur plusieurs situations en Groupe de Travail, et d'avoir pu obtenir l'intervention d'une experte FSU sur la sectorisation des AS.

Ce CTSD intervient au moment où nos organisations sont entrées en négociation sur le projet de réforme du collège. Nous profitons de cette instance pour dénoncer la présentation noircie du collège actuel produite en Conseil des Ministres, qui implicitement remet en cause l'engagement des personnels au service de l'Education Nationale. Ce point de vue ignore et méprise la réalité de l'engagement des professionnel-le-s de terrain que nous sommes, capables de diversifier leurs pratiques et d'impliquer les élèves, pour peu qu'on leur en donne les moyens en termes d'effectifs par classe.

Malheureusement, cet engagement sera une nouvelle fois entravé par une préparation de rentrée qui dégrade les conditions de travail des personnels, et les conditions d'apprentissage.

En effet, les documents que vous nous avez communiqués permettent d'établir un bilan très négatif des mesures sur postes pour la rentrée 2015 dans les collèges et Segpa.

- Le nombre de compléments de service augmente encore (+49) : s'il diminue de collège vers Segpa (-35), il augmente de collège vers Segpa (+83). Les disciplines qui pâtissent le plus de cette politique restent l'Anglais (75 CSD), l'EPS (82) et la Technologie (40). La FSU désapprouve une évolution qui permet de minorer le nombre d'heures accordées pour complément de service (art. 4 du décret du 20 août 2014), et ne respecte pas la nécessaire qualification des professeurs affectés en Segpa).

- Cette évolution permet également, en gestion, de réduire la proportion de suppression de postes occupés, dont vous avez ajusté le nombre en jouant sur les DGH collèges. Nous atteignons pourtant le même niveau qu'en 2010, à ceci près que les Segpa paient un tribut très lourd.

Au final, 44 supports définitifs sont supprimés, et il faut encore remonter 5 ans en arrière pour retrouver cet ordre de grandeur.

Le département paie donc cher une dotation globale (collège + Segpa) qui baisse de 61 HP.

Ces chiffres traduisent des taux d'encadrement qui se détériorent, même dans l'éducation prioritaire et notamment dans les REP+ du littoral (Boulogne, Calais MLK et Vadez)

Concernant en particulier les SEGPA, la FSU est satisfaite qu'un nouveau groupe de travail académique se réunisse le 2 avril.

La SEGPA est une structure efficace qui a fait ses preuves depuis longtemps pour le traitement de la grande difficulté scolaire :

- Revalorisation de l'estime de soi chez les élèves les plus fragiles
- Mise en place d'un véritable projet individuel de formation
- Réussite au CAP (75% dans les 3 ans)
- Lutte contre le décrochage scolaire

C'est pourquoi, la FSU est attachée au maintien de la structure SEGPA à 4 divisions avec des moyens propres et fléchés.

Pour la FSU il est important également de rester sur des effectifs réduits et des personnels formés, dans l'intérêt des élèves.

Or, pour nous, les suppressions et les réductions progressives de divisions opérées depuis quelques années, la mise en place de l'expérimentation des 6<sup>e</sup> inclusives ne vont pas dans le bon sens.

A la rentrée 2015, une nouvelle SEGPA va disparaître complètement : celle d'Auchy-les-Mines et la SEGPA de Béthune Verlaine va perdre une division avec au final, moins de places encore pour les élèves en grande difficulté et 2 suppressions de poste. La FSU le regrette et le dénonce.

La FSU craint que la réforme du collège envisagée, qui se présente comme libérale, revendiquant l'attribution de marges d'autonomie supplémentaires aux établissements, n'ait pour objectif –en réalité- que de donner des marges de gestion des DGH aux chefs d'établissements, dans un contexte d'austérité qui n'épargne pas l'Education Nationale.

Dans ce contexte, la FSU considère que toutes les raisons sont réunies pour appeler les personnels à participer massivement à la grève interprofessionnelle du jeudi 9 avril.